

# LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT... NOVEMBRE 2021

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS  
LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE



FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

## LES « PANDORA PAPERS » DÉMASQUENT L'ÉVASION FISCALE

Une nouvelle fuite massive de documents révèle la fraude fiscale dans le monde. L'équipe de journalistes qui y a eu accès a mis à jour les malversations fiscales pratiquées par des milliardaires et autres personnalités publiques dont certaines populistes, ayant juré de combattre la corruption. Un système « d'optimisation fiscale » bien rôdé a été mis en place par les grandes banques et des grands cabinets d'avocats. Ces pratiques remettent en cause l'égalité devant l'impôt, les plus « gros » payeront toujours moins que les plus « petits ». Cette véritable injustice fiscale est permise par le laxisme de nos responsables politiques nationaux et européens. La droite défend ses

intérêts de classe, elle est plus encline à lutter contre la fraude dite sociale qui coûte pourtant beaucoup moins aux finances de notre pays. Pour sa part, la facture de la « fameuse » dette publique sera présentée aux municipalités, artisans, aux salariés, aux PME, à tous les premiers de cordées, les invisibles, ceux à qui on promettait un monde d'après meilleur.

Ce problème est évidemment mondial et sa solution ne pourra passer que par une réponse européenne. Cela tombe bien, la France prendra la tête du conseil européen en 2022. Tous les citoyennes et les citoyens doivent s'emparer de ce sujet pour en faire une priorité de la présidence française.

Sinon, la facture du « Quoi qu'il en coûte » du président sera une nouvelle fois payée par les mêmes.

La fraude fiscale coûte chaque année 100 milliards d'euros aux finances publiques tandis que le déficit de la France (hors Covid) est chaque année de 80 milliards d'euros. Un début de solution peut vite être trouvé pour le financer.



GROUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN

## GENNEVILLIERS MOBILISÉE AUPRÈS DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

La Ville de Gennevilliers accompagne depuis de nombreuses années le tissu associatif qui soutient les femmes victimes de violences et les initiatives au sens le plus large pour une égalité réelle entre les sexes. Malgré la prise de conscience mondiale et médiatique de ces dernières années, les confinements liés à la crise sanitaire ont montré combien était encore long le chemin à parcourir. En France, chaque année, de trop nombreuses femmes meurent sous les coups de leurs conjoints, compagnons. Chaque année, la Journée internationale de lutte contre les

violences faites aux femmes, le 25 novembre, est l'occasion de faire le bilan des actions engagées et des défis qui restent à relever : réfléchir à des espaces publics sécurisés et propices à un sentiment de sécurité, réduire la précarité hygiénique, recueillir la parole des femmes victimes de violences de manière bienveillante et efficace puis les accompagner dans leurs démarches pour éloigner le conjoint, compagnon violent, etc.

Autant de défis qui passent aussi par une prise de conscience des hommes, des stéréotypes de genre, nous faisons nôtre la phrase de Simone de Beauvoir : « *Entre deux individus, l'harmonie n'est jamais donnée, elle doit indéfiniment se conquérir* » (La force de l'âge, 1960). À nous collectivement de conquérir cette égalité et changer la société pour que chacun et chacune puisse s'y épanouir et vivre sa vie sereinement.

groupe.socialiste@ville-gennevillier.fr / 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/EUROPE-ÉCOLOGIE-LES VERTS

## RESPECTER LE CITOYEN

La rhétorique du « ni-ni » a fait beaucoup de tort à la démocratie. En éliminant le clivage entre Solidarités et Concurrences, elle vient ainsi au secours d'un capitalisme déréglé, responsable autant des inégalités que de la catastrophe climatique. L'espoir de remplacer une citoyenneté pensante et agissante par un vaste ventre mou central pseudo neutre est un calcul dangereux. C'est en effet sur la perte d'un horizon que se construisent les fables. Les plus ignobles sont celles qui proposent des repères dans une réécriture de l'Histoire. Parlons-en ! La vérité historique, c'est que la fabrication du « bouc émissaire » a effectivement enrôlé les foules, jusqu'à les rendre complices ou actrices de massacres de masses. Elle est aussi celle de la France de Pétain qui a

livré le pays « clé en main » et fait la sale besogne pour son bon maître : « le surhomme nazi ». Elle est encore l'empire qui assurait son bien être par le vol et le servage. Elle est enfin, ce productivisme fou, avide d'accumulations et de consommations qui nous mène à une nouvelle extinction de l'Humanité.

Notre horizon est ailleurs. Il n'est pas dans ces funestes projets fondés sur des nostalgies artificielles. Il n'est pas plus dans cette « eau chaude » de « ni-ni » qui se croit de taille à « jouer la montre » avec le dérèglement climatique et ses conséquences sociales : Pharaon est mortel.

Dans ce paysage flou et dangereux, c'est l'écologie qui se concentre sur les problématiques à venir. Elle sait où nous a menés cette sélection darwinienne, appliquée aux individus, chère à la Droite. Elle sait que le futur pour l'Humanité ne peut être que fondé sur la solidarité, la justice, l'égalité et le respect du patrimoine naturel. Elle sait enfin que ceci n'empêche pas l'économie de créer des richesses.

La mutation environnementale n'imposera donc pas des difficultés sociales supplémentaires, si ces richesses sont correctement utilisées et redistribuées. Les écologistes auront le courage politique d'imposer cela, pourvu que les urnes le leur proposent.

UNION DES GENNEVILLOIS • E • S

## CONTRIBUTION NON PARVENUE



ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

## UN PEUPLE, UN PAYS, UNE NATION !

Un ancien membre du parti socialiste, a exposé une théorie raciste qui prétend nourrir, aujourd'hui, le débat de la future élection présidentielle. Le grand remplacement est une théorie du complot selon laquelle il existe un processus, délibéré, de substitution de la population française et européenne par une population non européenne. Ce changement de population serait encouragé par l'élite politique, intellectuelle et médiatique européenne, pour des raisons idéologiques ou par intérêt économique. Chaque citoyen se tourne vers son origine et un grand nombre d'entre eux se voient marqués d'un opprobre parce qu'ils auraient contrevenu à une norme sociale qui nie la diversité

et la déclare méphitique pour la société. Les uns parlent des pré-noms comme une arme de destruction de la civilisation. La haine, la méfiance, le doute sont le véritable arsenal de déstabilisation de notre vivre ensemble. Chaque jour, à Gennevilliers et partout dans notre pays, nos concitoyens dans leur quotidien apportent un démenti sans appel à cette volonté toxique de nous diviser. Ces chantres de la discrimination pensent créer les conditions d'un coup d'état idéologique sur l'esprit de ce grand peuple auquel tous nous appartenons. Ils oublient qu'ils ne sont pas les seuls à porter un regard sur l'histoire. Ils croient pouvoir nous intimider à grand renfort de mensonges et de désinformation. Ils clament avoir le monopole de l'identité française. Seulement, ils oublient notre grande démocratie et nous allons grâce aux urnes, les renvoyer à leur révisionnisme dans les oubliettes de l'histoire. Ils auront brillé l'éclat fugace de l'illusion, car notre nation est une, au-delà des prénoms, quoi qu'en pensent les Zemmour et consorts.



LES GENNEVILLOIS

## FRACTURE NUMÉRIQUE : BOMBE À RETARDEMENT

De nos jours, avec l'école à distance, le télétravail, les téléconsultations, les démarches, les déclarations en ligne, le commerce électronique, ou encore l'accès à la culture sur Internet, on observe que le numérique a perdu de nombreuses personnes en route, faute d'avoir su leur apporter le haut débit à domicile ou leur donner un pouvoir d'achat suffisant pour s'équiper d'ordinateurs. Nous remarquons une forme d'exclusion numérique qui frappe notamment les quartiers urbains. Les mesures sanitaires récentes poussent de plus en plus les usagers à entreprendre leurs démarches sur Internet. Une alternative efficace dans la plupart des cas. Sauf, quand on ne sait pas se servir de l'outil informatique. Vu l'état des lieux que nous pouvons mener sur la fracture numérique au-

près des acteurs institutionnels, associatifs et privés de l'échelle locale, on peut s'emparer de la question de l'inclusion numérique au travers de l'accessibilité, de la formation, de l'accompagnement et de la simplification des usages.

Cela s'explique par l'effectivité et la profondeur de la transformation technologique et sociétale apportée par le numérique. Nous sommes dans l'ère du digital. C'est un fait qu'il faut accepter, intégrer et maintenant accompagner pour, qu'à terme, numérique et inclusion sociale soient intimement liés.

Aujourd'hui, « e-inclusion » et « inclusion » ne se côtoient pas mais se confondent, si bien que ce n'est plus la question de l'utilisation qui importe mais celle de l'appropriation des outils numériques.

Par la suite, pour que le numérique ne soit plus la fin mais le moyen de participer aux nouvelles formes de citoyenneté, l'appropriation d'Internet et de ses ressources essentielles doit devenir un droit effectif.

La fracture numérique ne constitue-t-elle pas la future grande cause municipale ? Avec un plan d'actions pour l'inclusion numérique des populations vulnérables.



LES RÉPUBLICAINS

## LA FRANCE EST-ELLE VRAIMENT ADMINISTRÉE ?

Nous traversons une grave crise avec l'Algérie : difficultés d'expulser les délinquants du fait du refus des autorités algériennes, limitation du nombre de visas. L'ampleur de cette crise est marquée par le rappel de l'ambassadeur algérien et le refus de l'utilisation de l'espace aérien algérien pour les avions dans le cadre de l'opération Barkhane. Même en considérant la notable responsabilité du gouvernement algérien dans la dégradation de nos relations, il faut reconnaître que notre Président fait montre d'imprudence. Il s'est permis de critiquer sèchement l'appareil politique algérien en mentionnant une « rente mémorielle » et d'affirmer que la nation algérienne n'existait pas avant la colonisation, ce qui n'est pas faux, mais extrêmement maladroit dans le cadre des relations internationales et tout en contredisant ses déclarations de 2017 sur le prétendu crime contre l'humanité de la colonisation.

Les propos de M. Macron critiquant un autre état ne sont que du racolage électoral sans prendre en compte les éléments de la protection de notre pays, notamment pour la fourniture de gaz et la lutte contre le terrorisme. Si notre gouvernement fait preuve d'incompétence dans le domaine des affaires étrangères (naïveté dans la gestion de l'affaire des sous-marins, autre exemple), il confirme son impéritie dans nombre de sujets qui touchent la vie de nos compatriotes.

Ainsi, la question cruciale de l'indépendance énergétique se pose avec acuité. La fermeture aberrante de la centrale de Fessenheim en juillet 2020 fragilise notre réseau électrique (l'hiver 21/22 est pronostiqué très froid, ce qui n'est pas rassurant pour nos compatriotes chauffés à l'électricité, mais Madame Pompili, ministre de l'écologie, s'en soucie-t-elle ?). De plus, les taxes sur l'essence, le prix du gaz vont exploser, ce qui entraînera des coûts plus élevés et des troubles sociaux.

De même, l'éducation nationale va à vau-l'eau et doit faire l'objet d'une restructuration globale.

Cernant l'insécurité, les gesticulations de notre Président ont pour unique source des raisons électorales. Y a-t-il un pilote dans l'avion France ? La France a des atouts et peut reprendre sa place dans le monde. Tout est une question de volonté et de courage politique (ce qui manque grandement à nos dirigeants actuels).